

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

DAKAR, le 16 Juin 1977

EXPOSE DES MOTIFS

du projet de loi autorisant le Président de la République à apporter l'adhésion du Sénégal à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'Aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971.

Les plénipotentiaires des Etats participant à la Conférence internationale de droit aérien tenue à Montréal du 8 au 23 septembre 1971, ont adopté la présente convention en vue de mettre fin aux actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile qui compromettent la sécurité des personnes et des biens et gênent sérieusement l'exploitation des services aériens.

Dans le cadre de cette convention, tout Etat contractant s'engage à réprimer de peines sévères toute infraction pénale commise par une personne qui d'une manière illicite et intentionnelle :

- accomplit un acte de violence à l'encontre d'une personne se trouvant à bord d'un aéronef en vol ;

- détruit ou endommage les installations ou services de navigation aérienne ou en perturbe le fonctionnement.

La présente convention ne s'applique pas aux aéronefs utilisés à des fins militaires, de douane ou de police.

Elle peut être dénoncée par tout Etat contractant par voie de notification aux Gouvernements dépositaires.

L'adhésion du Sénégal à la présente convention renforcerait efficacement les mesures déjà prises par notre pays en matière de sécurité aérienne.

Telle est l'économie du texte que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

13/12/77

REPUBLIQUE DU SENEGAL

ASSEMBLEE NATIONALE

4ème LEGISLATURE

2ème SESSION ORDINAIRE DE 1977

R A P P O R T

fait au nom

de l'intercommission constituée par les Commissions des Affaires Etrangères,
du Travail, de l'Education, des Travaux Publics, des Finances et des
Affaires Economiques.

sur

le PROJET DE LOI N° 90/77 autorisant le Président de la République à ap-
porter l'adhésion du Sénégal à la Convention pour la répression d'actes
illicites dirigés contre la sécurité de l'Aviation Civile, signée
à Montréal, le 23 Septembre 1971.

par

Monsieur Amadou Sada DIA

Rapporteur. -

Monsieur le Président,
Mes chers Collègues,

Le projet de loi N° 90/77 qui vous est soumis autorise le Président de la République à apporter l'adhésion du Sénégal à la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile signée à Montréal, le 23 Septembre 1971.

Aux termes de cette convention, les états contractants s'engagent à réprimer par des peines sévères toute infraction pénale commise par une personne qui d'une manière illicite et intentionnelle :

- accomplit un acte de violence à l'encontre d'une personne se trouvant à bord d'un aéronef en vol;

- détruit ou endommage les installations ou services de la navigation aérienne ou en perturbe le fonctionnement;

- place ou fait placer sur un aéronef en service, un dispositif ou des substances pouvant nuire à la sécurité en vol des appareils;

- communique de fausses informations pouvant compromettre également la sécurité des appareils en vol;

- commet également ou se rend complice de tout acte pénal de nature à porter atteinte à la sécurité aérienne de l'aviation civile internationale.

La présente convention ne s'applique pas aux aéronefs utilisés à des fins militaires, de douane ou de police.

La présente convention n'écarter aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales.

Enfin les états contractants s'engagent à comprendre les infractions sus mentionnées comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

Mes chers Collègues, l'intercommission des Affaires Etrangères, des Finances, de la Législation, des Travaux Publics, qui adopte cette convention venue réellement à son heure, vous demande d'en faire autant, -

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

77.107

autorisant le Président de la République
à apporter l'adhésion du Sénégal à la
convention pour la répression d'actes
illicites dirigés contre la sécurité de
l'Aviation civile, signée à Montréal, le
23 septembre 1971.

L'ASSEMBLEE NATIONALE a délibéré et adopté en sa séance
du jeudi 8 décembre 1977;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE promulgue la loi dont la
teneur suit :

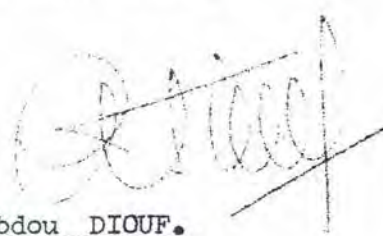
ARTICLE UNIQUE. - Le Président de la République est autorisé à
apporter l'adhésion du Sénégal à la Convention pour la répression
d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'Aviation civile
signée à Montréal, le 23 septembre 1971.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 26 décembre 1977

Par le Président de la République

Le Premier Ministre


Abdou DIOUF.

Léopold Sédar SENGHOR.

II CONVENTION

POUR LE REPRESSION D'ACTES ILLICITES DIRIGES CONTRE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE

LES ETATS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION

CONSIDERANT que les actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile compromettent la sécurité des personnes et des biens, gênent sérieusement l'exploitation des services aériens et minent la confiance des peuples du monde dans la sécurité de l'aviation civile,

CONSIDERANT que de tels actes les préoccupent gravement,

CONSIDERANT que, dans le but de prévenir ces actes, il est urgent de prévoir des mesures appropriées en vue de la punition de leurs auteurs,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

ARTICLE 1er :

1. - Comment une infraction pénale toute personne qui illicitement et intentionnellement

a) accomplit un acte de violence à l'encontre d'une personne se trouvant à bord d'un aéronef en vol, si cet acte est de nature à compromettre la sécurité de cet aéronef ;

b) détruit un aéronef en service ou cause à un tel aéronef des dommages qui le rendent inapte au vol ou qui sont de nature à compromettre sa sécurité en vol ;

c) place ou fait placer sur un aéronef en service, par quelque moyen que ce soit, un dispositif ou des substances propres à détruire ledit aéronef ou à lui causer des dommages qui le rendent inapte au vol ou qui sont de nature à compromettre sa sécurité en vol ;

d) détruit ou endommage des installations ou services de navigation aérienne ou en perturbe le fonctionnement, si l'un de ces actes est de nature à compromettre la sécurité d'aéronefs en vol.

e) communique une information qu'elle sait être fausse et, ce fait, compromet la sécurité d'un aéronef en vol.

.../...

s'applique également si l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction est découvert sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat d'immatriculation de l'aéronef.

4. - En ce qui concerne les Etats visés à l'article 9 et dans les cas prévus aux alinéas a, b, c, et e du paragraphe 1er de l'article 1er de l'article 1er, la présente convention ne s'applique pas si les lieux mentionnés à l'alinéa a du paragraphe 2 du présent article sont situés sur le territoire d'un seul des Etats visés à l'article 9, à moins que l'infraction soit commise ou que l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction soit découvert sur le territoire d'un autre Etat.

5. Dans les cas visés à l'alinéa a du paragraphe 1er de l'article 1er, la présente convention ne s'applique que si les installations et services de navigation aérienne sont utilisés pour la navigation aérienne internationale.

6. - Les dispositions des paragraphes 2, 3, 4, et 5 du présent article s'appliquent également dans les cas prévus au paragraphe 2 de l'article 1er.

ARTICLE 5 :

1. Tout Etat contractant prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions dans les cas suivants :

- a) si l'infraction est commise sur le territoire de cet Etat ;
- b) si l'infraction est commise à l'encontre ou à bord d'un aéronef immatriculé dans cet Etat ;
- c) si l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise atterrit sur son territoire avec l'auteur présumé de l'infraction se trouvant encore à bord ;
- d) si l'infraction est commise à l'encontre ou à bord d'un aéronef donné en location sans équipage à une personne qui a le siège principal de son exploitation ou, à défaut, sa résidence permanente dans ledit Etat.

2. - Tout Etat contractant prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues aux alinéas a, b, c, et e du paragraphe 1er de l'article 1er, ainsi qu'au paragraphe 2 du même article pour autant que ce dernier paragraphe concerne lesdites infractions dans le cas où l'auteur présumé de l'une d'elles se trouve sur son territoire et où ledit Etat ne l'extrade pas conformément à l'article 8 vers l'un des Etats visés au paragraphe 1er du présent article.

3. La présente convention n'écarter aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales

.../...

ARTICLE 6.-

1. - S'il estime que les circonstances le justifient, tout Etat contractant sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction assure la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures nécessaires pour assurer sa présence. Cette détention et ces mesures doivent être conformées à la législation dudit Etat, elles ne peuvent être maintenues que pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition.

2. - Ledit Etat procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

3. - Toute personne détenue en application du paragraphe 1er du présent article peut communiquer immédiatement avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle a la nationalité ; toutes facilités lui sont accordées à cette fin.

4. - Lorsqu'un Etat a mis une personne en détention conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention, ainsi que des circonstances qui la justifient, les Etats mentionnés au paragraphe 1er de l'article 5, l'Etat dont la personne détenue a la nationalité et, s'il le juge opportun, tous autres Etats intéressés. L'Etat qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 2 du présent article en communique rapidement les conclusions auxdits Etats et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

ARTICLE 7 . -

L'Etat contractant sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'une des infractions est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et que l'infraction ait ou non été commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de caractère grave conformément aux lois de cet Etat.

ARTICLE 8.-

1. - Les infractions sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats contractants. Les Etats contractants s'engagent à comprendre les infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

.../...

2. - Si un Etat contractant qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat contractant avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il a la latitude de considérer la présente convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

3. - Les Etats contractants qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions comme cas d'extradition entré eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. - Entre Etats contractants, les infractions sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu des alinéas b, c, et d, du paragraphe 1er de l'article 5.

ARTICLE 9:

Les Etats contractants qui constituent pour le transport aérien des organisations d'exploitation en commun ou des organismes internationaux d'exploitation qui exploitent des aéronefs faisant l'objet d'une immatriculation commune ou internationale désignent, pour chaque aéronef, suivant les modalités appropriées, l'Etat qui exerce la compétence et aura les attributions de l'Etat d'immatriculation aux fins de la présente Convention. Ils aviseront de cette désignation l'Organisation de l'Aviation Civile internationale, qui en informera tous les Etats Parties à la présente Convention.

ARTICLE 10.-

1. - Les Etats contractants s'engagent conformément au droit international et national ; à s'efforcer de prendre les mesures raisonnables en vue de prévenir les infractions visées à l'article 1er.

2. - Lorsque le vol d'un aéronef a été retardé ou interrompu du fait de la perpétration de l'une des infractions prévues à l'article 1er, tout Etat contractant sur le territoire duquel se trouvent l'aéronef, les passagers ou l'équipage facilite aux passagers et à l'équipage la poursuite de leur voyage aussitôt que possible. Il restitue sans retard l'aéronef et sa cargaison à ceux qui ont le droit de les détenir.

ARTICLE 11.-

1. - Les Etats contractants s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions. Dans tous les cas la loi applicable pour l'exécution d'une demande d'entraide est celle de l'Etat requis.

2. - Toutefois, les dispositions du paragraphe 1er du présent article n'affectent pas les obligations découlant des dispositions de tout autre traité de caractère bilatéral ou multilatéral qui régit ou régira, en tout ou en partie, le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale.

ARTICLE 12 . -

Tout Etat contractant qui a lieu de croire que l'une des infractions prévues à l'article 1er sera commise fournit, en conformité avec les dispositions de sa législation nationale, tous renseignements utiles en sa possession aux Etats qui a son avis seraient les Etats visés au paragraphe 1er de l'article 5.

ARTICLE 13 . -

Tout Etat contractant communique aussi rapidement que possible au Conseil de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, en conformité avec les dispositions de sa législation nationale tous renseignements utiles en sa possession relatifs :

- a) aux circonstances de l'infraction ;
- b) aux mesures prises en application du paragraphe 2 de l'Article 10,
- c) aux mesures prises à l'égard de l'auteur ou de l'auteur présumé de l'infraction et notamment au résultat de toute procédure d'extradition ou de toute autre procédure judiciaire.

ARTICLE 14.-

1. - Tout différend entre des Etats contractants concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande d'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'Organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elle peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. - Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe précédent. Les autres Etats contractants ne seront pas liés par lesdites dispositions envers tout Etat contractant qui aura formulé par une telle réserve.

3. - Tout Etat contractant qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une modification adressée aux Gouvernements dépositaires.

ARTICLE 15.-

1. - La présente convention sera ouverte le 23 septembre 1971 à Montréal à la signature des Etats participant à la Conférence internationale de droit aérien tenue à Montréal du 8 au 23 septembre 1971 (ci-après dénommée "la confé-

rence de Montréal"). Après le 10 octobre 1971, elle sera ouverte à la signature de tous les Etats à Washington, à Londres et à Moscou. Tout Etat qui n'aura pas signé la convention avant qu'elle soit entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. - La présente convention est soumise à la ratification des Etats signataires. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès des gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni, de la Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui sont désignés par les présentes comme gouvernements dépositaires.

3. - La présente convention entrera en vigueur trente jours après la date du dépôt des instruments de ratification de dix Etats signataires qui ont participé à la Conférence de Montréal.

4. - Pour les autres Etats, la présente convention entrera en vigueur à la date de son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article ou trente jours après la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion, si cette seconde date est postérieure à la première.

5. - Les gouvernements dépositaires informeront rapidement tous les Etats qui signeront la présente convention ou y adhéreront de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur de la présente convention ainsi que de toutes autres communications.

6. Dès son entrée en vigueur, la présente convention sera enregistrée par les gouvernements dépositaires conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies et conformément aux dispositions de l'article 83 de la Convention relative à l'Aviation civile internationale (Chicago, 1944).

ARTICLE 16 .--

1. - Tout Etat contractant peut dénoncer la présente convention par voie de notification aura été adressé aux gouvernements dépositaires.

2. - La dénonciation prendra effet six mois après la date à laquelle la notification aura été reçue par les gouvernements dépositaires.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente convention.

FAIT à Montréal, le Vingt-troisième jours du mois de septembre de l'an mil neuf cent soixante onze, en trois exemplaires originaux comprenant quatre textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise, espagnole et russe.